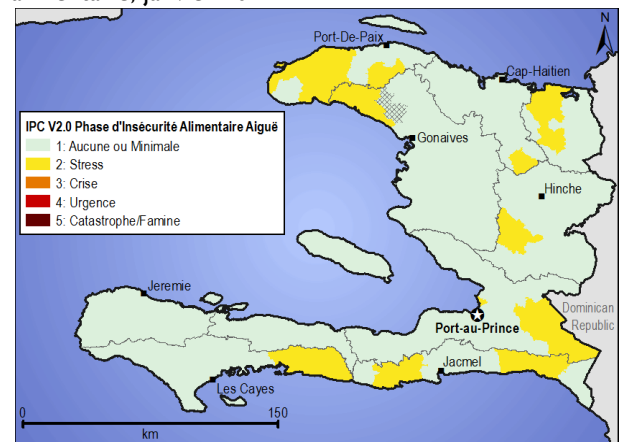


Amélioration de l'accès aux aliments à l'échelle du pays, mais certaines communes du Nord, du Nord-est et du Nord-ouest en font exception.

MESSAGES CLÉS

- Après avoir grimpé pour atteindre des niveaux record au premier semestre 2013, suite aux différents chocs (ouragans Isaac et Sandy notamment), les prix des aliments tendent vers leur moyenne quinquennale. Dans les régions, avec de très bonnes performances agricoles en 2013, le prix des haricots et du maïs affichent des baisses entre 30 et 33 pour cent par rapport à janvier 2013.
- Les récoltes qui ont démarré en août se poursuivent jusqu'à date, favorisées par une pluviométrie adéquate et les interventions des bailleurs et du Ministère de l'Agriculture. La disponibilité alimentaire s'en est accrue, mais les stocks au niveau des ménages commenceront par s'épuiser dès le mois de février, anticipant de deux mois la période de soudure.
- Bien que la disponibilité alimentaire soit améliorée et que les prix des produits locaux s'affichent à la baisse, la faible demande de main d'œuvre réduit le pouvoir d'achat de nombreux ménages en milieu rural. Certains d'entre eux se retrouvent en phase Minimale (Phase 1 de l'IPC) tandis que d'autres sont en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC) en raison du manque de revenu.
- L'arrêt précoce des pluies dès la fin du mois d'octobre dans la péninsule du Nord-ouest, dans certaines communes du Nord et du Nord-est a entraîné la perte du sorgho, des haricots et du maïs. Une rareté d'eau de surface et une période de soudure précoce et plus longue y plongeront les ménages en Crise (Phase 3 de l'IPC) entre mars et juin.

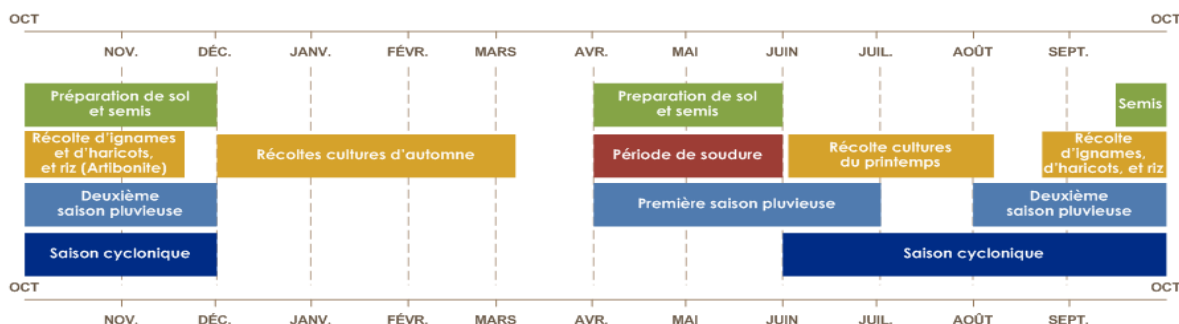
Figure 1. Carte des résultats actuels de la sécurité alimentaire, janvier 2014



Source: FEWS NET

Cette carte représente les résultats d'insécurité alimentaire aiguë qui sont pertinents pour la prise de décisions d'urgence. Elles ne reflètent pas nécessairement l'insécurité alimentaire chronique. Veuillez consulter le site www.fews.net/foodinsecurityscale pour plus d'information à cet égard.

CALENDRIER SAISONNIER POUR UNE ANNÉE TYPIQUE



Source: FEWS NET

Ce rapport a été rendu possible grâce au soutiens organismes suivants:



PRESENTATION NATIONALE

Situation actuelle

Suite aux dernières récoltes, la situation alimentaire s’est grandement améliorée au niveau de certaines régions du pays. Une situation qui devra se maintenir jusqu’au mois de février, période à partir de laquelle les réserves des ménages commenceront à s’épuiser.

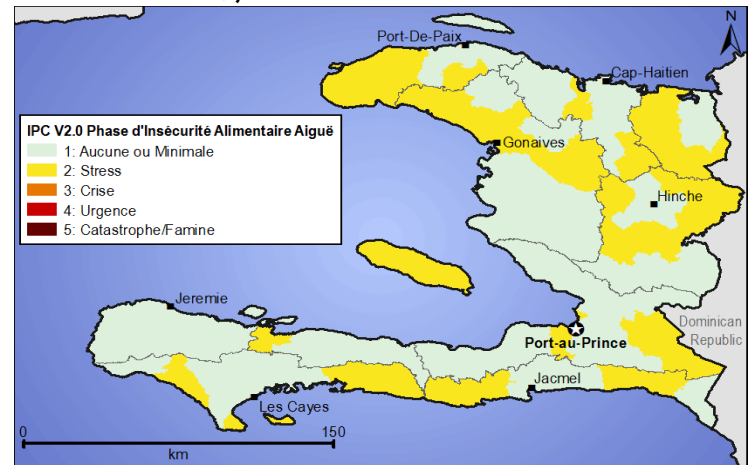
Répartition des pluies. Jusqu’au mois de novembre, les pluies étaient bien réparties dans la plupart des zones agricoles du pays pendant les cycles de la production. La deuxième saison pluvieuse, attendue habituellement en août, a cependant démarré avec deux à trois semaines de retard. Les sols ont pu toutefois accumuler suffisamment d’humidité qui a favorisé le développement des cultures. Le département du Nord, avec une moyenne mensuelle variant de 137 à 284 mm, a été l’un des plus pluvieux jusqu’en octobre.

Certains départements et communes, par contre, ont reçu très peu de pluie avec des déficits très marqués pendant la période végétative ou de semis des cultures. C’est le cas particulièrement des départements du Nord-est et du Nord-ouest. Des communes comme Aquin, dans le sud, Anse-Rouge dans l’Artibonite et Pignon dans le Nord ont été l’objet de périodes sèches pendant la deuxième saison pluvieuse. Les pluies ont cessé dans la Grand’Anse, dans la plupart des communes du Nord, du Nord-est et les Nippes dès le début du mois de novembre au lieu de décembre.

Impact sur la production agricole. Les cultures dominantes comme le pois congo, les haricots, le sorgho et les bananes ont profité des averses de septembre et d’octobre. Cultivé dans presque tout le pays, le pois congo, d’après les agriculteurs et les techniciens du Ministère de l’Agriculture, a eu une performance de beaucoup supérieure à celle de 2012-2013, et cela même dans les zones où la pluviométrie était faible. Cela est particulièrement dû au fait que le pois congo est assez résistant à la sécheresse et n’a pas été exposé au cours de la floraison à des bourrasques comme c’est si souvent le cas dans certaines zones du pays. Par contre, le sorgho, de moins en moins cultivé, aura une récolte faible, bien que plus importante que celle de 2012-2013.

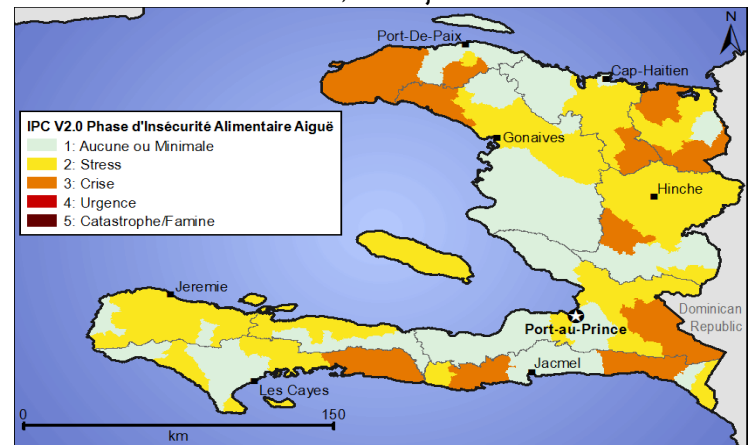
Les bananeraies très affectées par les intempéries de 2012 commencent à reprendre leur production normale. D’autres cultures comme les ignames, la patate douce, les agrumes sont en récolte pendant tout le mois de janvier, constituant une source de

Figure 2. Carte des résultats les plus probables de la sécurité alimentaire, janvier à mars 2014



Source: FEWS NET

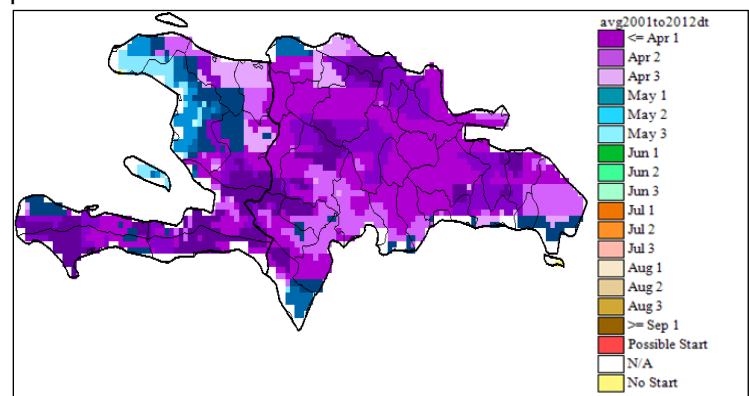
Figure 3. Carte des résultats les plus probables de la sécurité alimentaire, avril à juin 2014



Source: FEWS NET

Ces cartes représentent les résultats d’insécurité alimentaire *aiguë* qui sont pertinents pour la prise de décisions d’urgence. Elles ne reflètent pas nécessairement l’insécurité alimentaire *chronique*. Veuillez consulter le site www.fews.net/foodinsecurityscale pour plus d’information à cet égard.

Figure 4. Date probable du démarrage de la première saison pluvieuse



Source: USGS

nourriture et de revenu jusqu'à février. Leur production est jugée normale à l'exception des agrumes, touchés par la maladie "*citrus greening*" qui a causé des pertes significatives au niveau de la production, particulièrement dans le Nord, la Grand 'Anse et le Sud-est.

Novembre et décembre coïncidaient également avec la période de semis des haricots dans les plaines irriguées et certaines montagnes humides. Cette campagne a bien démarré et les plantations sont actuellement à des phases différentes dépendamment de la date de semis. La production attendue sera plus élevée que celle de 2013, dû au fait que les Ministères de l'Agriculture et des Affaires Paysannes ont mis à la disposition des agriculteurs plus de 500 tonnes de semences de haricots, 5 tonnes de pesticides et un appui financier à la préparation des sols au niveau de trois départements. Cependant, il est probable que la production diminue de façon assez sensible dans le Nord, le Nord-ouest et le Nord-est en raison de l'arrêt des pluies depuis octobre/novembre. En revanche, les récoltes ont déjà commencé dans certaines zones comme Beaumont et les Anglais où l'on s'attend à une production d'haricots au-dessus de la normale. Ces activités ont eu des impacts positifs sur la disponibilité alimentaire des ménages qui ont pu bénéficier d'opportunités d'emploi dans les zones concernées.

Par ailleurs, des travaux de drainage effectués dans La Vallée de l'Artibonite ont favorisé le développement des rizières et des cultures maraîchères. Semées en novembre et décembre, ces cultures sont maintenant dans leur phase végétative et leurs récoltes sont prévues pour mars et avril.

Disponibilité alimentaire. Le sorgho, le pois congo, les ignames, la patate douce, les haricots, le maïs et les bananes sont en récolte actuellement. Ces denrées, produites au niveau national, sont offertes sur tous les marchés en quantité appréciable. En fait, les récoltes ainsi que les importations alimentaires du gouvernement (le riz en particulier) ont contribué à augmenter la disponibilité alimentaire globale du pays. Ainsi, dans une perspective de stabilisation des prix des produits alimentaires de base, le gouvernement a importé du Vietnam en 2013 un total de 66 000 tonnes de riz. Cette politique sera renforcée en 2014 avec une importation d'environ 216 mille tonnes, soit 18 000 tonnes par mois. A noter que le riz entre pour environ 15 à 20 pour cent de la consommation alimentaire des ménages et que, sur les 400 000 tonnes consommées, le pays en importe 320 000, équivalant à 80 pour cent de sa consommation.

Main-d'œuvre. De manière saisonnière, la demande de main d'œuvre agricole est actuellement très faible, sauf dans les plaines irriguées où elle demeure encore élevée. Les différentes activités d'entretien comme le sarclage, l'arrosage et la récolte permettent aux membres des ménages pauvres de trouver des emplois temporaires. Ces ouvriers perçoivent entre 100 et 200 gourdes par jour suivant la zone, des montants relativement stables au cours des deux dernières années. Dans le nord, les travaux de réhabilitation de pistes agricoles ou de conservation des sols, inscrits dans le cadre des projets de développement, créent des emplois temporaires. D'autres activités comme les taxi-motos et la vente de cartes de recharge téléphonique occupent de plus en plus de jeunes, tant en milieu urbain qu'en milieu rural.

Dans les zones sèches et de plateau, comme le haut Plateau Central, la zone agro-pastorale sèche, la migration et la fabrication du charbon de bois constituent présentement les principales sources de revenu de la catégorie pauvre. Ces activités permettent aux ménages pauvres d'améliorer le niveau de leur revenu, comme c'est toujours le cas en cette période de l'année. Cependant, ces revenus sont loin de leur garantir la satisfaction des besoins alimentaires de base dans la mesure où ils doivent aussi effectuer des dépenses scolaires pour leurs enfants. En fait, selon une étude de FEWS NET/CNSA conduite en 2009 dans la zone métropolitaine de Port-au-Prince, les ménages pauvres n'arriveront pas à consommer les 2100 kilocalories journalières par personne, s'ils doivent envoyer et maintenir leurs enfants à l'école.

Transferts d'Haïtiens vivant à l'extérieur. Les transferts d'argent d'Haïtiens vivant en dehors du pays constituent l'une des principales sources de revenus de certains ménages tant en milieu rural qu'en milieu urbain. Selon la Banque de la

Nutrition

L'année 2013 a eu des retombées positives sur la situation nutritionnelle du pays. Certains acteurs, au regard des objectifs fixés, la jugent satisfaisante, d'autres réussie. En effet, la prévalence de la malnutrition aigue globale a connu une stabilité (6.5%). La couverture de la supplémentation en vitamine A a augmenté (55%) par rapport à 2012. De surcroît, le nombre de structures de prise en charge, mises en place par le MSPP/UNICEF a aussi augmenté.

Présentement, la situation nutritionnelle des enfants est stable, aux dires des acteurs: pas d'alerte, la nourriture est disponible et accessible. Mais il faut rester vigilant et mettre l'accent encore plus sur certains départements comme le Nord (où il y avait une diminution du personnel responsable de la prise en charge de la malnutrition), le Nord-Est (FONDEV a dû arrêter son programme par manque de financement) et le Nord-ouest.

Il faut continuer à surveiller les taux d'admission dans les structures de prises en charge. En outre, avec les pluies qui se sont arrêtées plus tôt et la période de soudure qui approche, il faut éduquer les ménages pour qu'ils soient à même de faire une meilleure gestion des stocks disponibles afin de parer à une éventuelle diminution dans la disponibilité des mets.

République d'Haïti (BRH), les transferts représentent environ 20 pour cent du produit intérieur brut. Les données disponibles attestent d'une augmentation de 11.4 pour cent au cours du mois de novembre 2013 par rapport au mois de novembre 2012 (BRH).

Evolution des prix. Entre novembre 2012 et juillet 2013, les prix des produits alimentaires avaient oscillé grandement à la hausse passant jusqu'à 100 pour cent pour certains produits comme les bananes. Cependant, depuis août, grâce aux meilleures récoltes par rapport à 2011/2012, des baisses considérables de prix de tous les produits alimentaires de base y compris des produits importés ont été constatés. Par exemple, sur le marché de la Croix-des-Bossales à Port-au-Prince, la semoule de maïs local qui se vendait à 90 gourdes la marmite en janvier 2013, s'achète maintenant à 60 gourdes (Figure 5), tandis que le prix du haricot noir est passé de 244 gourdes à 170 gourdes, soit des baisses respectives de plus de 33 et de 30 pour cent. Il faut remarquer, en outre, que le prix des haricots notamment se situe à un niveau quasiment identique à sa moyenne quinquennale depuis décembre 2013 (Figure 5). Quant au riz importé, son prix varie légèrement d'un marché à l'autre et reste à peu près stable, soit dans une fourchette de 125 à 150 gourdes la marmite de 6 livres.

Suppositions

Suite aux constats ci-dessus, on est amené à émettre les hypothèses générales suivantes:

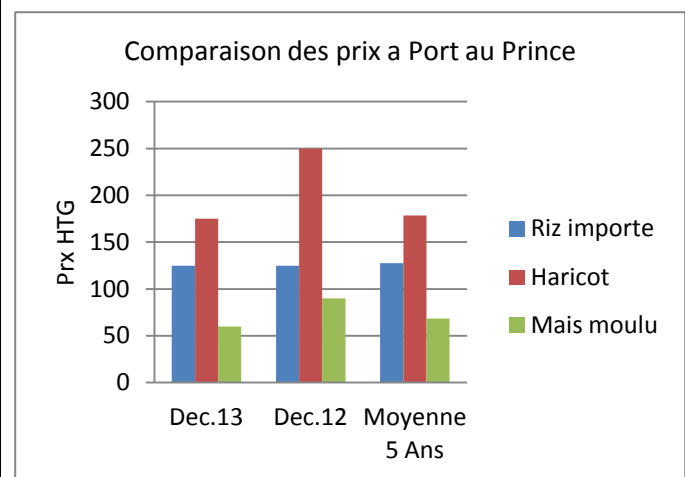
- La précocité de la période de soudure cette année peut influencer le lancement de la campagne de printemps à cause de la rareté de semences sur le marché qui pourrait conduire à un renchérissement.
- Dès la fin du mois de février, les stocks alimentaires au niveau des ménages s'épuiseront du fait de la faiblesse des stocks constitués des deux dernières récoltes.
- Les prix des produits alimentaires locaux afficheront une tendance haussière pouvant atteindre jusqu'à 10 à 15 pour cent du niveau actuel à travers le pays.
- D'après les prévisions de *United States Geological Survey* (USGS), la saison pluvieuse devrait démarrer en avril dans la plupart des zones de la péninsule du Sud, de l'Ouest, du Nord et du Nord-est et en mai dans la péninsule du Nord-ouest, l'Artibonite, le Haut Plateau, la Grand 'Anse et la Gonâve (Figure 4). En conséquence, on s'attend à un retard dans la période de semis de plus d'un mois.
- Le maintien d'une baisse du cours du pétrole sur le marché international aura des impacts positifs sur le coût du transport et ainsi contribuera à résorber les effets pervers de la dépréciation de la gourde par rapport au dollar américain.
- Une augmentation du volume des transferts mensuels d'argent de la diaspora est à espérer pendant la période du carême en avril, ce qui augmenterait le revenu d'une catégorie de ménages.
- Dû à l'épuisement des stocks alimentaires au niveau des ménages et de l'augmentation de l'incidence des maladies liées à l'eau, entre avril et juin, l'état nutritionnel des enfants au niveau des ménages pauvres risque de se détériorer.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

En dépit des efforts multiples qui ont été déployés au cours des quatre dernières années pour venir en aide aux ménages affectés, les effets résiduels des nombreux chocs qui ont frappé le pays subsistent encore. Cependant, du point de vue de la sécurité alimentaire, on a pu constater des améliorations depuis août 2013, grâce aux récoltes qui se sont succédées et, conséquemment, la chute significative des prix des produits alimentaires de base. La pluviométrie adéquate jusqu'à fin octobre / mi-novembre suivant la zone et les interventions des différents acteurs engagés aux côtés des agriculteurs ont contribué à une amélioration de la production agricole, qui reste toutefois en-dessous de la production d'une année normale.

Il faut souligner par ailleurs que les produits récoltés en décembre et janvier ne devront pas permettre aux ménages pauvres de constituer des stocks pouvant tenir jusqu'à la fin du mois de mars. Pour la plupart, un peu partout à travers le

Figure 5. Evolution des prix des produits de base



Source: FEWS NET

pays, particulièrement dans certaines communes dans la péninsule Sud, l'Ouest, le haut Artibonite, le Centre et la région du Nord, ils commenceront à s'épuiser dès le mois de février. Les récoltes de haricots de février se feront dans des zones bien spécifiques, particulièrement les plaines irriguées, qui ne représentent qu'un faible pourcentage des terres cultivées. Entre février et mars, les travailleurs agricoles des autres zones de modes de vie telles que les zones sèches d'agriculture et de pêche et d'agro-pastorale auront très peu d'opportunités d'emploi en dehors de la coupe des arbres, la vente du bétail ou la migration comme stratégies de survie. Ils devront attendre avril ou mai, avec plus d'un mois de retard, selon la zone, pour la reprise des activités agricoles.

Durant la période de perspective, de janvier à juin 2014, les ménages pauvres dépendront essentiellement du marché comme source de nourriture, puisque leur réserve alimentaire provenant des champs aura été épuisée. De plus, leur pouvoir d'achat, compte tenu de la faible opportunité d'emploi, entre janvier et avril, ne leur permettra pas de satisfaire adéquatement leurs besoins alimentaires de base. Si, d'après la classification de l'IPC, ces ménages sont actuellement en Phase Minimale, ils se retrouveront pour la plupart, dès le mois de mars, en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC).

Il faut rappeler cependant que la pluviométrie n'a pas été distribuée de manière égale dans toutes les zones. En effet, certaines zones dans les départements du Sud, de la Grand'Anse, de l'Artibonite, du Nord-ouest et du Nord-est ont fait face à des sécheresses qui entravent la production agricole. Les conditions de la sécurité alimentaire dans ces zones sont sur le point de se détériorer. Elles devraient être l'objet de suivi plus rapproché en vue de prévenir des situations irréversibles dans les moyens d'existence des ménages concernés.

ZONES DE PREOCCUPATIONACTUELLES

Zone Agropastorale Sèche (Anse Rouge, Jean-Rabel, Môle St-Nicolas, Baie de Henne)

Situation actuelle

En général, les récoltes de novembre à janvier concernent ordinairement le pois congo, le maïs et le sorgho au niveau de ces communes. En fait, si la production du pois congo s'est avérée supérieure à l'année dernière, celle du maïs et du sorgho a été néanmoins très faible, voire même quasi nulle, ayant souffert de la sécheresse prolongée qui a prévalu au cours de cette période.

Le lancement de la campagne d'hiver a quelque peu été compromis par la longue sécheresse. Beaucoup de parcelles n'ont pas pu être emblavées, celles précocement établies souffrent d'un manque de précipitation, couplé à des bourrasques de vent qui ont réduit encore l'humidité par les effets d'évapotranspiration. Les cultures les plus touchées sont les haricots, le maïs et l'arachide dans les zones de Jean Rabel et de Môle St-Nicolas. Néanmoins, la commune de Baie de Henne, zone de production de sel et de pêche, a connu une certaine clémence du climat au début de la campagne, ce qui laisse présager une meilleure production par rapport au Môle St-Nicolas qui n'a reçu, entre septembre et janvier, que des précipitations insuffisantes au bon déroulement des activités agricoles.

Par ailleurs, de manière générale, les animaux sont en bon état physique. Toutefois, dans certaines localités ils sont attaqués par des parasites ou font face à un manque de fourrage. C'est le cas des communes de Jean-Rabel et d'Anse Rouge. Certains éleveurs se voient obligés d'acheter du fourrage pour alimenter leur bétail. Beaucoup de points d'eau ont tari suite à ces conditions climatiques défavorables forçant beaucoup d'éleveurs à la transhumance¹ pour faire abreuver leur troupeau. En plus, l'eau de boisson s'est raréfiée aussi prolongeant du coup les distances à parcourir pour se la procurer. D'après une évaluation rapide conduite par Action Contre La Faim (ACF) en décembre 2013, certains éleveurs d'Anse-Rouge ont dû vendre du bétail pour se procurer du fourrage, une situation plutôt rare.

Malgré tout, en raison d'une relative amélioration de la disponibilité alimentaire dans la zone, les prix ont connu une nette stabilité depuis ces trois derniers mois. Par exemple, la marmite de maïs moulu local a connu une baisse de 12,5 pourcent entre octobre et décembre. Le prix du haricot noir reste stable, soit 240 gourdes la marmite de six livres, ce depuis le mois d'octobre. Le prix du sorgho s'est aussi stabilisé pour la même période. Cependant, comparativement à l'année dernière pendant la même période, ces prix sont légèrement supérieurs.

Quant à la situation de l'emploi, il est observé une demande de main d'œuvre pour le moment très faible, mais une portion du revenu des ménages pauvres est compensée par des programmes de transfert direct du gouvernement dans les différentes communes. Les familles défavorisées des communes de Jean Rabel et de Môle St-Nicolas bénéficient d'un

¹Transhumance: Le fait de déplacer, de manière saisonnière, les troupeaux d'un pâturage à un autre.

programme de réhabilitation de périmètres irrigués et continuent de recevoir des coupons alimentaires de CARE. Tel n'est pas le cas pour les autres communes où ces genres de programme sont terminés.

Les ménages pauvres sont en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC), éprouvant quelques difficultés à satisfaire pleinement leurs besoins alimentaires de base, vu la faible disponibilité résultant de la performance des récoltes d'hiver, du manque d'opportunité d'emplois et de la réduction des activités inscrites dans le cadre d'un programme d'assistance de CARE, lequel programme soutenait bon nombre de familles défavorisées.

Suppositions

- La période de soudure débutera dès le mois de février, car les stocks constitués à partir des récoltes de pois congo et d'igname qui ont eu lieu entre novembre et décembre s'épuiseront avec un mois d'anticipation.
- Les prix devront accuser une hausse d'environ 15 à 20 pourcent pendant le pic de la période de soudure entre mars et juin. Pour faire face à la cherté des produits alimentaires de base, les ménages pauvres devront continuer à vendre des têtes de bétail.
- Les prévisions d'USGS estiment que le début de la saison pluvieuse accusera un retard d'environ deux mois, cette situation se traduira par une faible demande de main d'œuvre durant tout le mois de mars et d'avril.
- La migration, tout comme la fabrication de charbon connaîtront un pic entre février et mars en vue de compenser le manque de revenus entraîné par la faiblesse de la demande de main-d'œuvre.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Étant donné que les récoltes de pois congo et du sorgho qui ont eu lieu dès la fin du mois de novembre tendent à leur fin, les prix des produits alimentaires de base restent élevés et supérieurs par rapport à l'année dernière, et les activités des programmes d'assistance se réduisent, les ménages pauvres sont en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC). Ils n'arrivent pas à satisfaire leurs besoins alimentaires de base ni d'entreprendre des dépenses non alimentaires sans sans s'engager dans des stratégies d'adaptation.

Cette situation devra s'aggraver à partir du mois de février lorsque les réserves seront totalement épuisées. La saison agricole de printemps démarrera avec un mois de retard à en croire les prévisions de la USGS, ce qui revient à dire que la demande en main d'œuvre ne sera effective qu'à partir du mois de mai. Il sera encore plus difficile pour les ménages pauvres de satisfaire leur besoins de base.

La période de soudure (février à juin) sera marquée par une hausse des prix réduisant l'accès des ménages qui devront s'approvisionner pourtant au marché. La relance des activités agricoles n'absorbera pas la quantité de main-d'œuvre habituelle car, selon l'ACF, les activités agricoles sont en régression dans cette zone. De plus, la période de soudure s'annonçant précoce et plus longue, une baisse considérable du pouvoir d'achat des ménages pauvres s'en suivra. Des stratégies aux conséquences irréversibles sur les moyens d'existence, telles la fabrication de charbon et la vente de bétail, seront utilisées pour satisfaire les besoins alimentaires de base. Ceci étant dit, la situation de la sécurité alimentaire des ménages pauvres se dégradera davantage entre mars et juin les plaçant en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC).

Zone Agropastorale Sèche du nord-est (Fort Liberté, Ouanaminthe, Trou du nord, Terrier Rouge, Perches, Capotille)

Situation actuelle

Depuis la fin du mois d'octobre, les pluies ont cessé de s'abattre sur la zone agro-pastorale sèche du nord-est. Cette anticipation de deux mois de la période sèche a entraîné une diminution de la superficie devant normalement être plantée en gombo, pois inconnu, giraumon, en patate douce, entre autres.

Bien que le Ministère de l'Agriculture soit venu en aide aux agriculteurs en mettant des semences disponibles, le semis du haricot noir, très important pour cette zone en cette période, n'a pas pu être démarré dès la fin du mois de novembre en raison du manque d'humidité. Dans toute la plaine sèche, la préparation des sols continue pourtant. Certains agriculteurs des communes de Ouanaminthe, Terrier Rouge, Caracol et de Fort Liberté substitueront le maïs et le pois inconnu aux haricots avec les premières pluies reçues, ont-ils confié aux techniciens encadreurs. Pour la commune des perches, les semis d'arachide n'ont pas encore démarré, pour les mêmes raisons.

Dans les aires rizicoles, la plaine de Maribaroux et de Fort Liberté, entre 20 et 30 pourcent des riziculteurs ont déjà établi leurs pépinières en amont, étant elles-mêmes plus humides. Mais le processus de transplantation tarde encore à cause du manque d'eau dans les systèmes d'irrigation.

La végétation naturelle qui constitue la masse fourragère pour les animaux est pour le moment très asséchée, bien que le cheptel n'en souffre pas autant que les cultures, grâce à certaines sources d'eau encore alimentée. Certains techniciens font le constat d'une augmentation des têtes de bétail sur le marché, ce qui relève d'une stratégie d'anticipation pour éviter la perte de leur valeur marchande, dans les mois à venir, si la sécheresse devrait perdurer. Déjà, cela a entraîné une baisse de prix dans l'ordre de 5 à 10 pourcent.

Dans les communes de Ouanaminthe, Capotille et des Perches, la présence de la cochenille blanche avait quelque peu dissuadé les planteurs d'arachide. Un programme de lutte mis en place dans le cadre du RESEPAG 2, financé par la Banque Mondiale, est actuellement en cours d'exécution en vue d'y apporter une solution.

Les marchés sont marqués par une forte disponibilité de produits provenant de la République Dominicaine alors que les denrées localement produites y sont très rares. Les récoltes de pois congo s'approchent vers la fin réduisant ainsi la disponibilité notamment du pois congo vert sur le marché. La tension entre les deux pays contribue à un certain enchérissement des produits. A titre d'exemple, un poulet moyen ou un carton d'œufs se vend entre 25 et 50 pourcent plus cher qu'avant le début des tensions. Un régime de banane, un lot de patate ou de mirliton provenant aussi de la République Dominicaine, s'achètent entre 15 et 30 pourcent plus cher sur les différents marchés que dans les périodes normales.

Ce ralentissement des activités agricoles a pour conséquence une très faible demande de main-d'œuvre agricole. Ceux qui, à pareille époque, tiraient leurs revenus des travaux des champs ont dû trouver d'autres alternatives. Par exemple, dans la zone de Caracol, un surpeuplement d'exploitants est enregistré dans les marais salants comparativement à la normale. Cela porte à croire qu'une partie de la main-d'œuvre agricole y est absorbée. Aussi, une intensification de la pêche et de la fabrication de charbons est à souligner. Les tensions au niveau de la frontière paralysent un peu les activités commerciales réduisant ainsi le revenu de nombreux petits commerçants qui s'y adonnaient, mais, malgré tout, la migration vers la République Dominicaine continue d'être l'une des premières alternatives.

Devant s'approvisionner majoritairement au marché, les ménages pauvres font déjà face à certaines difficultés à satisfaire pleinement leurs besoins alimentaires de base. Les données sur la nutrition ne sont pas disponibles, mais la fin du programme de prise en charge des enfants malnutris du FONDEV, une organisation non-gouvernementale intervenant dans le département du Nord-Est, dès le mois de novembre, alimente les inquiétudes de voir augmenter la prévalence de la malnutrition dans les communes des Perches et de Terrier Rouge. La zone se trouve pour l'instant en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC).

Suppositions

- Les prix de certains produits locaux grimperont dès le mois de février sous la pression de la demande puisque les récoltes qui auront lieu en montagne ne suffiront pas à compenser le déficit de production dans la zone de plaine.
- A défaut de programmes de prise en charge, la situation nutritionnelle des enfants pourrait se dégrader spécialement dans la section communale de Grand Bassin entre février et mai.
- La période de soudure peut être entamée dès le mois de février, les réserves sont pour l'instant très faibles et il n'y a pas de perspectives de récoltes pour le mois de février.
- Entre mai et juin, un début de récolte de mangues sera à même d'atténuer la situation qui restera toutefois très difficile.

Résultats les plus probables de la sécurité alimentaire

Les plantations qui n'ont pas eu lieu entre septembre et octobre ont pour effet une réduction de la disponibilité actuelle de produits locaux sur le marché exposant ainsi les ménages pauvres à l'achat de produits importés qui tendent à se renchérir. Le marché devient la principale source de nourriture des pauvres tandis que leurs revenus demeurent dérisoires vu que la demande de main-d'œuvre agricole est à son plus bas niveau. Les prévisions météorologiques d'USGS et CARICOF annoncent un retard d'un mois environ de la saison de printemps, ce qui retardera encore la valorisation de la main d'œuvre.

La combinaison des précédentes considérations se traduira par des difficultés à satisfaire les besoins alimentaires de base dans toute la zone, entre janvier et mars, plaçant ainsi les ménages pauvres en situation de Stress (Phase 2 de l'IPC).

Entre mars et juin, on se retrouvera en pleine période de soudure, il n'y aura plus de réserves au niveau des ménages et les prix des produits alimentaires de base (maïs, haricots, riz) connaîtront une hausse variant entre 15 et 20 pourcent. La consommation alimentaire se détériorera davantage. La demande de main-d'œuvre peut ne pas atteindre son niveau habituel, ceci même avec le lancement de la campagne de printemps. Et il n'aura pas d'opportunité alternative d'emplois, ce qui amplifie davantage la chute du pouvoir d'achat des ménages pauvres. Même avec une intensification des stratégies d'adaptation, la zone se retrouvera en situation de Crise (Phase 3 de l'IPC).

EVENEMENTS QUI POURRAIENT CHANGER LES SCENARIOS

Tableau I: Événements possibles dans les prochains six mois qui pourraient changer les scénarios ci-dessus.

Zone	Événements	Impact sur les conditions de la sécurité alimentaire
National	<ul style="list-style-type: none"> Les différents acteurs de la classe politique, le gouvernement et la société civile s'engagent dans un dialogue constructif pour faire fonctionner les institutions. L'année 2014 est décrétée année électorale en Haïti. 	<ul style="list-style-type: none"> S'installe un climat de confiance qui augure la tenue de bonnes élections, calme les esprits et garantit le fonctionnement normal des marchés et des affaires. Les tensions entre les groupes rivaux peuvent provoquer des troubles socio-politiques qui ralentiraient l'approvisionnement des marchés et accélèreraient la hausse des prix.
Les régions frontalières	Amélioration de la relation haïtien-dominicaine autour du commerce binational.	Baisse des prix sur les marchés locaux.

A propos de l'élaboration de scénarios

Afin d'estimer les résultats de la sécurité alimentaire pour les prochains six mois, CNSA/FEWS NET émet des suppositions concernant les événements possibles, leurs effets, et les réponses probables des divers acteurs. CNSA/FEWS NET fait ses analyses en se basant sur ces suppositions dans le contexte des conditions actuelles et les moyens de subsistance au niveau local. D'habitude, CNSA/FEWS NET s'aligne sur le scénario le plus probable. Pour vous renseigner sur cette méthode de l'élaboration de scénarios, prière de consulter www.fews.net/scenario_development.